

## Ehpad fermé dans le Rhône: plus de la moitié des résidents déjà transférés

Publié le 30.09.2013, 18h06



Plus de la moitié des résidents de la maison de retraite de Bessenay (Rhône), fermée sur ordre du préfet après de nombreux dysfonctionnements, ont été transférés vers d'autres structures, la totalité devant l'être d'ici la fin de la semaine, a-t-on appris lundi auprès l'Agence régionale de santé(ARS) Rhône-Alpes.

L'établissement hospitalier pour personnes âgées dépendantes (Ehpad) "Le Calme de l'Etang", situé à une quarantaine de kilomètres à l'ouest de Lyon, et propriété du groupe DomusVi, accueillait 64 pensionnaires, avant sa fermeture administrative mi-septembre.

"20 résidents sont accueillis dans d'autres structures, 13 transferts étaient en cours ce lundi, 11 sont programmés mardi et tous les autres transferts seront effectifs d'ici la fin de semaine", a souligné lundi l'ARS.

L'agence régionale de santé a précisé que DomusVi a déployé sur place des cadres soignants pour aider l'administratrice provisoire à gérer et reconstituer les dossiers médicaux. "Nous espérons une réouverture de l'Ehpad, il y en a besoin dans ce secteur, les familles en ont besoin aussi car des familles souhaitent revenir (à Bessenay)", a ajouté l'ARS.

Impossible de charger le plug-in.

Elle a précisé que plusieurs prélèvements de légionelles effectués en mai et en juin dernier dans l'établissement s'étaient révélés négatifs, alors qu'une aide-soignante avait sous entendu une possible présence de légionellose.

Contacté par l'AFP, le directeur général délégué de DomusVi, Bertrand Delannoy, a assuré que le groupe faisait "tout son possible pour aider les résidents et faire en sorte que les départs se passent bien".

"Nous visons symboliquement le 1er janvier pour redémarrer et nous jugeons toujours cette décision de fermeture disproportionnée", a souligné M. Delannoy.

Il a admis "des problèmes de gestion du personnel, un turn over trop fort": "On a sans doute trop tardé à trancher sur ces dysfonctionnements. Nous n'avons pas reçu de plainte majeure et on aurait pu écouter un peu plus les familles", a ajouté le directeur général du groupe.

Selon lui, une "mise sous tutelle de fonctionnement" aurait toutefois été "moins traumatisante" pour les patients et leurs familles.

Une "spirale" de dysfonctionnements - erreurs de piluliers, sonnettes sans réponse, forte odeur d'urine, plaintes répétées des familles - avait amené les autorités à fermer cette maison de retraite pour six mois.

AFP